

## WIKI n°3 : La crise de confiance dans les institutions

Les années 1960-1970 ont été marquées par des mouvements sociaux et des contestations politiques massives dans de nombreux pays. La méfiance croissante envers les institutions et les élites politiques s'est renforcée depuis le milieu des années 2000. Elle est alimentée par les scandales politiques, la corruption, les crises économiques et sociales, les médias de masse et les réseaux sociaux.

L'insatisfaction vis-à-vis des élites politiques se généralise et s'incarne dans les manifestations et les actions de désobéissance civile, qui se multiplient dans tous les Etats du monde. En 2022, l'Organisation de coopération et de développement économiques a relevé que seuls 41% des citoyens de ses Etats-membres font confiance aux autorités publiques. Selon la société américaine de conseil en relations publiques et en marketing, EDELMAN, la confiance envers les gouvernements a enregistré une baisse globale de 12 points entre 2021 et 2022.

Durant les assemblées générales de 2018, le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies avait déploré le "syndrome du déficit de confiance", qui affecte aussi bien les institutions nationales que les relations entre Etats ou encore l'idée d'un ordre mondial reposant sur des règles.

Les raisons de cette défiance sont multiples et complexes :

- **Le manque de transparence et de responsabilité** : les scandales politiques, les conflits d'intérêts et la corruption érodent la confiance des citoyens en leurs dirigeants.
- **Les inégalités sociales et économiques** : les écarts croissants entre riches et pauvres alimentent le sentiment d'injustice et aggravent la méfiance envers les institutions.
- **La déception face aux promesses non tenues** : les citoyens se sentent souvent trahis lorsque les politiques ne produisent pas les résultats escomptés.
- **La globalisation et la perte de contrôle** : la mondialisation a entraîné une perte de souveraineté pour de nombreux Etats, ce qui a renforcé le sentiment d'impuissance des citoyens.
- **La succession des crises** : les crises économiques, sanitaires ou climatiques successives ont mis à mal la capacité des institutions à répondre aux besoins de la population.

Le comportement des acteurs peut, également, porter préjudice à la confiance :

- **L'absence d'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis de l'exécutif**, mais également de tout autre pouvoir, qu'il soit public ou privé, national ou international, a asséné le coup de grâce à la gouvernance.

La justice, en tant qu'institution chargée de redresser les torts, de corriger les erreurs et de sanctionner les abus, joue un rôle central dans l'établissement d'une société équitable, solidaire et propice à un développement harmonieux et durable.

A l'échelle internationale, les ingérences, les menaces et d'autres actions immorales ont souvent ébranlé certaines instances judiciaires, les poussant à rendre des verdicts mitigés, devenus la cible de critiques acerbes et de doutes généralisés.

- **Le déficit d'adhésion aux partis politiques** : les citoyens ne voient pas de différence entre les programmes idéologiques, politiques ou pragmatiques des partis et des syndicats, ce qui constitue un signe manifeste du déclin de ces dernières institutions<sup>1</sup>. Ce serait là une première cause de la désaffection des citoyens, marquée par une baisse de participation ou une abstention lors des scrutins électoraux. Ce désaveu rappelle les critiques d'une démocratie autrefois qualifiée de « formelle ». En réponse, certains groupes, à travers des initiatives individuelles ou des coordinations entre militants, cherchent à renouveler l'engagement citoyen.
- **La difficulté pour les citoyens de distinguer entre ONG indépendantes, sérieuses et crédibles et celles qui ne le sont pas**<sup>2</sup> : les associations nationales et les ONG "internationales", qui tiennent à leur indépendance, font généralement face à des interdictions injustifiées d'exercice de leurs activités, directes ou indirectes ; à des tentatives de récupération, de campagnes de dénigrement, ... en vue de rendre leur activité moins critique, les aligner sur les orientations des gouvernements...<sup>3</sup>.
- **La polarisation des médias et la désinformation** : la multiplication des sources d'information et la propagation de fausses nouvelles contribuent à semer le doute et à attiser les tensions. Il conviendrait de retenir essentiellement :
  - ✓ les médias "mainstream", entre les mains de quelques groupes financiers puissants, de gouvernements ou les deux, érigés en "faiseurs d'opinion" efficaces ;
  - ✓ les médias indépendants, d'investigation, financés, notamment, par leurs abonnés, adhérents et sympathisants, qui arrivent à faire entendre leur voix et qui se regroupent, à l'instar d'ACRIMED<sup>4</sup> en France, ou du Consortium International des Journalistes d'Investigation<sup>5</sup> à l'échelle de plusieurs pays ;

<sup>1</sup> Matteudi-Lecocq, Stéphanie (2018, 15 mars). Les syndicats en France : poids, représentativité et déclin. *The Conversation*. <https://theconversation.com/les-syndicats-en-france-poids-representativite-et-declin-93296>

<sup>2</sup> Ce flou est aggravé quand on découvre un jour qu'une ONG « humanitaire », s'est livrée à une tentative de trafic d'enfants, ... La bonne gouvernance en subit les conséquences.

<sup>3</sup> Haut-Commissariat aux droits de l'homme (2021, 05 mars). Conseil des droits de l'homme : la Rapporteuse spéciale sur les défenseurs des droits de l'homme fait état d'au moins 281 défenseurs tués en 2019 dans 35 pays. In *Nations Unies*. <https://www.ohchr.org/fr/2021/03/impunity-killings-human-rights-defenders-remains-key-driver-more-murders-special-rapporteur?LangID=F&NewsID=26855>

<sup>4</sup> Observatoire des médias Action - Critique - Médias | ACRIMED. <https://www.acrimed.org/>

<sup>5</sup> The International Consortium of Investigative Journalists. <https://www.icij.org/>

- ✓ des journalistes ayant travaillé pour les médias mainstream, qui en ne supportant plus les contraintes de leurs "patrons", les quittent, créent les leurs ou rejoignent les médias indépendants, convaincus que la recherche de la vérité factuelle, avérée et la critique sont nécessaires à une bonne gouvernance.
- **Les pratiques frauduleuses de certaines firmes multinationales opérant dans les secteurs :**
  - ✓ du tabac, des produits pharmaceutiques, ... : coupables de mise sur le marché de produits dangereux, ou "placebo", ... sanctionnées par la justice, ces firmes se retrouvent obligées de transiger à l'amiable et de payer des amendes, des indemnités ou des dommages-intérêts pour pouvoir maintenir leurs activités.
  - ✓ des produits alimentaires préjudiciables à la santé humaine : ces grandes entreprises financent aujourd'hui des recherches dans des universités africaines, notamment, en biaisant les résultats, se libérant ainsi des contrôles des pays du Nord et écoulant le gros de ces produits dans ceux du Sud<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> "Companies with products that are harmful to health fund research across Africa's universities. One example is Nestle. Several academic institutions receive money from the multinational even though, by its own admission, its portfolio of foods includes a large percentage that don't meet the definition of healthy products. Studies have found that researchers are biased towards those who hold the purse strings, either consciously or unconsciously." The Conversation. <https://theconversation.com/fr>